

PRODUIRE EN FRANCE :

Le nucléaire au service du pouvoir d'achat et de la lutte contre le réchauffement climatique



Fondation Concorde

QUAND LA FRANCE FAIT MIEUX QUE L'ALLEMAGNE

Aujourd'hui, l'Allemagne devance la France en matière de croissance, d'emploi, de fiscalité, de déficit, de PME, d'industries et même d'agriculture, ce qui n'était pas le cas voilà 10 ans, et ce qui, nous l'espérons, ne sera plus le cas dans 10 ans. Il y a un domaine important pour l'économie dans lequel nous faisons mieux que l'Allemagne et qui est un atout pour engager notre rattrapage : le coût de l'énergie électrique, essentiel pour notre industrie et le pouvoir d'achat des Français. En effet, pour l'Allemagne, les conséquences de la sortie du nucléaire, qui ne concerne que 25% de sa production d'électricité, sont estimées à 250 milliards d'euros¹.

Cette décision allemande d'éliminer totalement le nucléaire du bouquet énergétique du pays va améliorer la supériorité de la France dans ce domaine.

1. Un coût de l'électricité moins élevé en France

Selon l'agence internationale de l'Energie, les prix allemands sont presque le double des prix français pour les usages domestiques comme pour les usages industriels.

Le prix moyen de l'électricité en 2010² :

- 23,6c€/kWh pour les Allemands
- 11,91c€/kWh pour les Français
- 16,61c€/kWh pour la moyenne européenne.

2. Des émissions de CO2 maîtrisées

La France est championne d'Europe de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

- 1 kWh d'électricité produit en France émet 90g de CO₂³
- 1 kWh d'électricité produit en Allemagne émet 430g de CO₂
- En Europe, la moyenne se situe aux alentours de 325g de CO₂/kWh.

Cette performance permet à l'électricité française d'être 5 fois moins polluante que l'allemande et fait que, sur la consommation totale d'énergie, l'Allemagne émet 70% de CO₂ par habitant de plus que la France.

3. Une indépendance énergétique mieux assurée

Notre indépendance énergétique est mieux assurée que celle des Allemands qui ne produisent que 40% du total de l'énergie qu'ils consomment.

4. Les finances publiques moins sollicitées

Selon l'OCDE, les subventions publiques sont largement plus lourdes en Allemagne qu'en France.

- 0,5 milliard d'euros de subventions à l'éolien et au solaire en France en 2010.
- 8 milliards en Allemagne⁴, plus les subventions à l'extraction du charbon.

En résumé, l'énergie coûte en France moins cher aux ménages, aux industries et aux contribuables.

Enfin un secteur où nous faisons mieux que nos concurrents ! Les prix de l'électricité en particulier constituent l'un des rares avantages comparatifs des entreprises françaises, et l'un des rares soutiens au pouvoir d'achat des ménages français.

LE PROJET D'ARRET DE 24 REACTEURS NUCLEAIRES :

LA DEGRADATION PROGRAMMEE DE NOTRE ECONOMIE POUR LES 50 PROCHAINES ANNEES

Un nouveau mix électrique plus coûteux pour les ménages et les industries, mais aussi plus polluant serait mis en place.

L'équipement en énergie nucléaire avait été lancé par souci d'indépendance après avoir constaté les conséquences des chocs pétroliers sur notre économie.

Ce nouveau choc brutal, que certains dirigeants veulent imposer, amputera d'environ 1/3 la capacité de production d'électricité par l'énergie nucléaire.

1. De l'électricité plus coûteuse

Production annuelle d'électricité 2010

	TWh	%
Nucléaire	408	75
Thermique	59	11
Renouvelables	78	14
dont		
hydraulique	68	
éolien terrestre	9	
éolien maritime	0	
photovoltaïque	1	
TOTAL	545 TWh	100

Source chiffres : RTE 2010

¹ Estimation de la banque d'investissement de l'Etat allemand, KfW.

² Source : SOeS, d'après Eurostat

³ AIE - Chiffres 2009

⁴ Source BDEW

Supposons que la part de nucléaire sacrifiée (environ 140 térawattheure) soit remplacée à 50% par des énergies renouvelables (éoliennes terrestres et maritimes et photovoltaïque – arbitrairement réparties par tiers) et le reste, de manière obligatoire, par de l'électricité thermique qui assurera l'équilibre indispensable production/consommation et compensera les problèmes d'intermittences de l'éolien et du photovoltaïque.

En effet, pour remplacer 1 gigawatt (GW) de nucléaire, il faut installer 4 GW d'éolien et 1GW de thermique pour assurer les moments où les éoliennes ne fonctionnent pas.

Nous aurons donc, à production constante la répartition suivante en 2025 :

Production annuelle d'électricité 2025*

	TWh	%
Nucléaire	273	50,0%
Thermique	127	23,30%
Renouvelables	146	26,70%
dont		
hydraulique	68	
éolien terrestre	32	
éolien maritime	23	
photovoltaïque	23	
TOTAL	546	100

* nous avons fait l'hypothèse d'une stagnation de la production à 545TWh

Le surcoût annuel de la production d'électricité entraîné par ce nouveau mix électrique est estimé à environ 10 milliards€.

La situation des finances publiques de notre pays ne permettra pas de subventionner tout ou partie du surcoût lié à la diminution du nucléaire. Il sera donc répercuté soit sur le consommateur soit sur le contribuable s'il est compensé par des hausses d'impôts.

2. Une augmentation des émissions de gaz à effet de serre

Les réacteurs nucléaires arrêtés ne pourront être totalement remplacés par des énergies renouvelables dont le caractère intermittent et imprévisible obligera le développement de centrales thermiques qui produisent environ 350g de CO₂/kWh. Dans le scénario arrêté ci-dessus,

la part d'électricité thermique augmentera de 115%, soit 2,2 fois plus d'émission de CO₂.

Par ailleurs, les combustibles fossiles étant importés, ce nouveau mix électrique affecterait l'indépendance énergétique de la France.

3. D'une situation d'exportateur à celle d'importateur

La France est exportateur net d'électricité : elle exporte 12% de sa production et en importe 7% en 2010. En perdant le tiers de notre capacité de production électrique par le nucléaire, nous devenons beaucoup plus dépendant de nos voisins ; encore faut-il qu'ils soient en capacité de nous vendre l'électricité dont nous aurons besoin au moment où nous en aurons besoin !

4. La remise en cause du « Produire en France »

En perdant notre seul avantage concurrentiel actuel, nous rendons plus difficile encore l'objectif, vital pour notre niveau de vie, de « revitaliser notre industrie ».

Les conséquences des chocs pétroliers sur les entreprises et les emplois montrent combien l'énergie est à la racine de notre économie.

On peut estimer à 13 milliards € les économies de coût de production d'électricité annuelle réalisées grâce à la part importante du nucléaire dans le mix électrique de la France.

Amputer de 1/3 ce gisement entraînera des investissements dans les énergies renouvelables dont les éléments sont importés et qui doivent s'appuyer sur des centrales thermiques nécessitant l'achat de combustible et des rejets de CO₂ en proportion !

Au regard des critères que sont l'indépendance énergétique de notre pays, la lutte contre le réchauffement climatique, le pouvoir d'achat des ménages, la compétitivité de notre pays ou encore l'équilibre de la balance des paiements de la France, la Fondation Concorde recommande de ne procéder à aucune modification brutale du mix électrique qui aurait des conséquences sur notre niveau de vie, et ceci, sans ouvrir au préalable un large débat.